



Compte-rendu du GT « installation des pôles d'appui à la scolarité » du 3 octobre.

Les délégués du personnel de la FNEC-FP FO ont assisté au GT du 3 octobre 2025 sur l'installation des PAS qui s'est tenu en présence de représentants du Rectorat et des Conseillères Techniques École Inclusive des départements 59 et 62.

L'administration a présenté les PAS comme un dispositif visant à apporter aux élèves à BEP des réponses de premier niveau, rapides, flexibles et personnalisées, sans exiger systématiquement de reconnaissance MDPH. Les priorités définies sont les aménagements pédagogiques, le matériel adapté, le soutien éducatif et médico-social, et, en dernier recours, l'orientation vers des structures spécialisées ou la MDPH. La philosophie affichée est de penser **pédagogie avant trouble**. Les demandes peuvent être initiées par les familles, enseignants, directeurs ou CDE. La gouvernance est académique, départementale et locale, avec comités de suivi et COPIL périodiques. Les binômes PAS (coordonnateur et éducateur spécialisé) traitent les saisines, accompagnent les familles, s'assurent du suivi en mobilisant toutes les ressources disponibles (RASED, EMAS, PDEI, personnels du médico-social). L'administration a également précisé que le matériel numérique, les logiciels pédagogiques et les outils de communication seront mis à disposition pour soutenir le fonctionnement des PAS, et que les zones d'intervention seront calquées sur celles des PIAL afin d'optimiser les interventions de proximité.

Tout au long du GT, la **FNEC-FP FO** a exprimé ses préoccupations majeures. Le syndicat a insisté sur le fait que l'appui du PAS **ne doit pas devenir une remise en cause des pratiques enseignantes**, rappelant que de nombreux enseignants se sentent déjà submergés et culpabilisés face à des classes difficiles et ressentent qu'ils ne font jamais assez, jamais assez bien. **FO** a aussi souligné que l'accompagnement ne doit pas générer une augmentation de la charge de travail sans moyens supplémentaires.

Le syndicat a questionné la **rapidité et l'efficacité des réponses des PAS**, s'inquiétant de cette strate supplémentaire et des délais de mise en place, de la capacité des binômes à répondre aux besoins des élèves et des familles, notamment dans les situations complexes ou avec des familles peu coopératives.

Il y aurait une réunion de traitement des saisines et de suivi hebdomadaire.

FO a rappelé que l'expérience montre souvent des interventions « one-shot » des EMAS (équipes mobiles d'appui à la scolarisation) qui ne résolvent pas les situations, et qu'il est essentiel que le PAS assure une coordination et un suivi effectif.

Cela ne devrait plus être le cas.

FO s'est également préoccupée du **retard potentiel des diagnostics et notifications MDPH**. Le syndicat a alerté sur le fait que certains élèves, notamment ceux relevant d'ITEP ou présentant des TSA sévères, pourraient voir leur parcours retardé si les aides PAS sont utilisés comme substitut à la reconnaissance officielle et aux soins nécessaires. **FO** s'est aussi inquiétée du fait que certaines familles, convaincues que des aides leur seraient apportées sans passer par la MDPH, pourraient ne jamais entreprendre les démarches indispensables de prise de RV pour aller vers un diagnostic, creusant ainsi les inégalités et fragilisant les élèves les plus vulnérables.

L'administration a répondu que le suivi PAS ne remplace pas la MDPH, qu'il est limité à six mois.

Concernant l'organisation des PAS, **FO** a soulevé des questions concrètes : disponibilité des éducateurs spécialisés pour tous les PAS (il n'y aurait pas d'alerte), mise en place d'un réseau de professionnels libéraux (aucune expérimentation dans les zones en tension), cohérence avec le fonctionnement des PIAL (dont le nom devrait disparaître mais dont les missions perdureront).

Le syndicat a insisté sur la nécessité de ne pas dégrader encore davantage les **conditions de travail des enseignants et AESH** .

FO a exprimé son scepticisme sur la formation prévue qui consiste en une explication du fonctionnement des PAS et de leur « philosophie ». Nous estimons qu'elle ne permet pas nécessairement de répondre aux besoins des équipes (68% des AESH déclarent avoir besoin d'être formés à la gestion des comportements difficiles, les professeurs des écoles ne sont que très peu formés au handicap).

L'administration nous a parlé de 118 000 demi-journées de formation réalisées : cela ne représente même pas 1 journée entière de formation par enseignant de l'académie!

FO a également pointé le **manque systémique de moyens humains et matériels**, rappelant la nécessité d'une baisse des effectifs dans les classes accueillant des élèves à BEP, de recrutement d'enseignants spécialisés et de RASED complets, d'un nombre suffisant d'AESH (correctement traités de préférence), de médecins et infirmières scolaires, sans oublier l'impératif de places supplémentaires en établissements médico-sociaux. 24000 élèves notifiés attendent une place en ESMS en France. Quand en obtiendront-ils une si on vide les ESMS de leur personnel pour les inclure aux PAS ?? Le syndicat a souligné que maintenir certains élèves en milieu ordinaire sans accompagnement adapté constitue une véritable maltraitance pour tous et qu'il s'agit, avec les PAS, de faire des économies sur le dos des plus fragiles.

Nous n'avons obtenu aucune information sur la potentielle généralisation des PAS en 2026.

Nous resterons vigilants à ce sujet et n'hésiterons pas à remonter tous les dysfonctionnements.